



INSTITUT DE RECHERCHE
INTERDISCIPLINAIRE
SUR LES ENJEUX SOCIAUX
SCIENCES SOCIALES,
POLITIQUE, SANTÉ

Motion de soutien aux mobilisations en cours dans le milieu hospitalier

votée à l'unanimité par l'Assemblée générale le 13 juin 2019
Institut de Recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux (IRIS)
CNRS – EHESS – Inserm – Paris 13

Une mobilisation sans précédent a lieu actuellement au sein du service public hospitalier. Au-delà des urgences, et depuis des années, c'est en effet tout l'hôpital qui est frappé par des politiques d'austérité. Ces restrictions budgétaires sont en outre adjointes à un management déshumanisant, autoritaire et totalement déconnecté des besoins réels des personnels soignants et des patient-es. Ce sont l'ensemble de ces mécanismes qui sont aujourd'hui dénoncés par les personnels en grève.

Les personnels de l'IRIS manifestent aujourd'hui leur plein soutien à ces mobilisations et sont conscients des difficultés vécues par les personnels mobilisés, et ce à plusieurs titres.

En tant que spécialistes des enjeux sociaux et politiques attachés à la santé et au travail, nous mesurons les conséquences de la destruction des services hospitaliers. Conséquences sur les personnels : impossibilité matérielle de remplir leurs missions, sentiment de perte de sens et donc souffrances au travail. Conséquences sur les patient-es : maltraitements institutionnels et creusement des inégalités face aux soins.

En tant qu'enseignants-chercheurs à l'UFR de Santé, Médecine et Biologie Humaine de l'Université Paris 13, rattaché à l'hôpital Avicenne, nous sommes en outre les témoins directs de la dégradation des conditions de travail et d'accueil au sein d'un hôpital pourtant en première ligne face aux inégalités sociales qui frappent la Seine-Saint-Denis. Nous ne pouvons dès lors nous résoudre à former chaque année des cohortes d'étudiant-es destinées à intégrer un système de santé à bout de souffle.

La situation de l'hôpital est la conséquence avancée d'une réalité qui touche tous les services publics et que nous ne connaissons que trop bien dans l'enseignement supérieur et de la recherche. Personnel insuffisant pour répondre aux besoins croissants de nos publics, précarisation continue des professionnel·les, destruction du statut des fonctionnaires participent d'une logique de privatisation qui remet en cause l'égalité face aux services publics.

À l'hôpital comme à l'Université, les professionnel·les connaissent leurs métiers et n'ont simplement plus les moyens, humains et matériels, de les exercer correctement. Combien de décès sur les brancards, combien de suicides au travail doit-on compter pour qu'un gouvernement réagisse ?